



**DECLARATION DE LA FSU
AU CESER DU 10 NOVEMBRE 2020**

Mmes et MM. les conseillers, M. le Président

Le 16 octobre, Samuel Paty, était assassiné parce qu'il était enseignant, parce qu'il représentait la force de l'émancipation que la France souhaite pour ses enfants. Nous tenons à saluer sa mémoire, et nous pensons à sa famille et ses collègues et ses élèves. Il a été tué par un fanatique, ce fanatisme contre lequel l'école publique, laïque et gratuite est et reste le premier rempart. Cette même école qui est rabotée depuis des années en diminuant les temps de présence des élèves, en les mettant en concurrence plutôt que de construire du commun, et en resserrant les programmes en les rendant de plus en plus prescriptifs ce qui ne laisse plus la marge nécessaire aux enseignants pour développer leur pédagogie. Pourtant, au-delà de l'émotion, au-delà du choc, cet acte barbare a conforté les équipes éducatives dans ce qu'elles savent être leur responsabilité et a questionné chacun et chacune d'entre nous sur le sens de notre métier.

Beaucoup ont été touchés profondément, beaucoup se sont reconnus dans ce collègue, dans sa solitude face à nos directions et dans notre enfermement dans un « pas de vague » institutionnalisé, solitude aussi face à certains parents en partie à cause du discours ambiant porté par notre ministère qui voit en l'école un service individuel modulable alors qu'elle doit être et rester un service public avant tout pour les jeunes dans leur devenir et la construction d'une société plus juste. Solitude enfin face aux réseaux sociaux qui sont une nouvelle porte d'entrée multiforme d'influence de nos jeunes qui rentrent sans permission dans nos établissements et qui sont plus souvent synonyme d'enfermement intellectuel et culturel que d'échange et d'ouverture. Mais surtout, et c'est le plus important beaucoup se sont reconnus dans la volonté quotidienne, laborieuse de Samuel Paty de transmettre dans le respect, l'éducation qui fera des jeunes des citoyens et des citoyennes libres et éclairés. Nous en avons l'ambition, nous en gardons l'ambition. Beaucoup ont finalement intimement ressenti le gouffre entre cette ambition et la politique éducative actuelle de notre gouvernement.

L'apothéose a été l'affront fait à la mémoire de notre collègue dans le refus d'organiser dignement l'hommage qui devait lui être rendu le matin de la rentrée.

Alors que la seule réponse audible a été celle de la répression accompagnée de son lot de stigmatisation trop peu de débats, trop peu de propositions ont porté sur la solution que représente l'école face à tous les obscurantismes. Pourtant le monde se complexifie, il ne faut jamais renoncer à l'expliquer à toutes et tous, c'est pourquoi la FSU répète que nous avons toujours besoin de plus et de mieux d'école et qu'elle doit être gratuite, laïque, obligatoire jusqu'à 18 ans et publique pour éviter tous les renforcements des communautarismes.

C'est dans ce contexte que la deuxième vague de l'épidémie de Covid 19 aurait dû obliger le système éducatif à s'adapter rapidement, efficacement, pour s'assurer de pouvoir rester ouvert tout en participant à la limitation de la propagation du virus. Nous disons bien "aurait du" car aujourd'hui, mardi 10 novembre, les collègues et des lycéens sont en grève pour demander plus qu'une simple adaptation organisationnelle pour éviter une fermeture des écoles. Un vrai protocole sanitaire ne doit pas dire "si c'est possible" comme celui en vigueur dans l'Education nationale. Il doit tenir compte de l'avis des spécialistes, qui demandent de mettre en place une vraie distanciation physique dans les salles, dans les couloirs, dans les réfectoires où les masques sont enlevés, dans les transports, dans les internats. Un vrai protocole au niveau national doit prendre en compte les besoins de désinfection régulière, les besoins d'aération des salles, les besoins d'espace supplémentaire pour accueillir un maximum d'élèves en sécurisant l'ensemble des usagers et des personnels.

Un vrai protocole doit mettre en face de ces exigences organisationnelles les personnels et le matériel nécessaire en dialoguant avec les collectivités territoriales suivant leur compétence propre et en leur donnant les moyens à hauteur des exigences. Un vrai protocole doit notamment prévoir l'embauche de toutes les personnes qui ont les compétences pour diviser les classes par deux dans les écoles et collèges, en mobilisant les locaux disponibles en mairie ou en fournissant des préfabriqués par exemple, un vrai protocole prévoit qu'il faudra plus de surveillant dans les cours, et qu'il faudra remplacer rapidement les absents qui seront malades. Un vrai protocole, 6 mois après une première vague ne se diffuse pas le lendemain de l'annonce du confinement mais se prépare laborieusement pendant toute la période de baisse de l'épidémie avec les partenaires sociaux et les collectivités en évaluant correctement ces besoins.

Ça n'a pas été le cas, et aujourd'hui les personnels, toutes et tous, enseignant.es, vie scolaire, personnels support comme les infirmières, directions, personnels de région, par leur action et leur travail quotidien font leur possible pour éviter le pire. La région ne doit pas se dédouaner derrière les manquements de l'Etat. Elle ne doit pas rechigner à financer les adaptations demandées par les chefs d'établissement et les équipes éducatives, elle doit notamment financer les systèmes d'aération qui deviennent urgent. Là où il n'y a pas assez d'agents et où ceux qui restent sont épuisés, la Région doit donner des postes supplémentaires qui permettront une meilleure sécurité pour tous les usagers. Elle devra aussi se souvenir que ces femmes, en majorité, et ces hommes étaient celles et ceux qui étaient en première ligne lors de cette deuxième vague. Elle devra leur en montrer notre reconnaissance.

Enfin, le budget pour les établissements doit être pérennisé et surtout renforcé si la Région veut soutenir la jeunesse et investir dans le futur qu'ils et elles représentent notamment en mettant en place une politique environnementale. Combien d'établissements sont encore de véritables passoires climatiques : la Région doit poursuivre ses investissements particulièrement dans les restructurations nécessaires pour que ces bâtiments publics soient moins consommateurs d'énergie. Il faudra ensuite et surtout soutenir financièrement par la dotation des lycées le fonctionnement et le rebond des projets pédagogiques portés par les équipes qui viendront compenser dans les années à venir ce qui n'aura pas pu être fait pour les jeunes pendant cette période. Nous l'avons dit, l'enjeu est de taille, la région doit être à la hauteur.